

#DEEPLDIVERSITY

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Lorsque l'on parle de migration et de diversité à l'heure actuelle, de nombreuses personnes pensent directement aux clichés quotidiens de la nourriture « exotique », des voiles et les phénotypes « étrangers ». Certains individus considèrent ces éléments comme enrichissants, d'autres comme une menace. Ces deux points de vue ont en commun une conscience de ce qui appartiendrait à la Suisse et de ce qui y serait étranger. Or, est-ce que ces suppositions correspondent au quotidien de la société suisse marquée par l'immigration? Qu'est-ce que signifie la diversité vécue en Suisse et comment peut-elle prendre place de façon démocratique ?

QUELQUES FAITS

- Dans les années 1960, la Suisse découvre les courgettes et les poivrons, puis dans les années 1990, le rucola.
- Environ 1 couple sur 3 dont le mariage est enregistré en Suisse, est mixte.
- Au 19^e siècle, des zoos humains avaient également lieu en Suisse et permettaient aux visiteurs de se divertir avec des « sauvages exotiques » issu-e-s des colonies, comme par ex. le « village nègre » en 1925 à Zurich-Altstetten.
- En 1971, Tilo Frey est la première Suissesse noire à être élue au Conseil national.
- Le romanche est reconnu comme langue nationale seulement depuis 1938.
- Lors de la première votation populaire de 1893, l'égorgeement des animaux fut interdit (pour la première fois). Cette votation a été nourrie par des motifs antisémites et a surtout été dirigée contre les Juives et Juifs d'Europe de l'Est, réfugié-e-s en Suisse suite aux pogroms sous les régimes tsaristes.
- Environ ¼ de la population en Suisse parle une langue principale ne figurant pas parmi les langues nationales.

L'ARGUMENTAIRE

Lorsque l'on parle aujourd'hui de migration et de diversité, les stéréotypes font rapidement leur entrée : des mains colorées et des moutons noirs. Les avis varient entre une perception d'enrichissement culturel ou, au contraire, de menace. Ces deux points de vue ne correspondent pas à la complexe réalité de la société suisse marquée par l'immigration. La diversité induite par la migration n'est ni bonne, ni mauvaise, mais un fait sociétal. Différente du multiculturalisme fédéral basé sur la diversité linguistique et confessionnelle, la diversité dont

nous parlons ne se reflète jusqu'à présent pas dans les institutions du pays, ni dans les représentations que la Suisse se fait d'elle-même. Les débats sur les minarets, le voile et les tabassages à l'école démontrent rapidement comment les voix peuvent balancer lorsqu'il s'agit des thèmes de la migration et de la pluralité dans la diversité culturelle. La reconnaissance de la diversité induite par la migration ne sera véritable que lorsqu'elle ne se contentera pas seulement des clichés culturels, mais s'accompagnera d'un renouveau démocratique, assurant l'appartenance et la participation au patrimoine légal, social, politique, économique et symbolique. Il y a un besoin de nouveaux concepts d'identification et d'un nouvel environnement institutionnel. INES a lancé le projet #DeepDiversity pour rendre compte des ambiguïtés, des complexités et des contradictions de la diversité vécue en Suisse, en usant d'images, de mots et de narrations. Par le biais d'un travail participatif autour d'archives iconographiques, d'un glossaire et d'une plateforme d'échange d'histoires, le but est de parvenir à une discussion et à un processus de réflexion collectifs, permettant des dispositions favorables à la pratique.

L'ANALYSE DE FOND

Selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2013, la moitié des personnes entre 15 et 34 ans possédait une ascendance liée à la migration. Ce type de données statistiques ne permet de saisir qu'approximativement le degré des échanges culturels, politiques et culturels induits par l'immigration au sein de la société suisse. Pour de nombreux habitants de Suisse, les expériences migratoires, les modes de vie transnationaux, l'appartenance multiple et l'échange interculturel font partie de leur norme et sont inscrits dans leur biographie, leur famille, la diaspora, leurs relations amicales, au travail, dans les médias et la culture populaire. Cette diversité, liée à la migration et vécue au quotidien, influence les secteurs économiques, les discours sociétaux, les décisions politiques et les processus institutionnels. Pourtant, elle n'est pas assez représentée au parlement, dans les rédactions, dans les administrations, dans la culture et dans la formation. Les discours publics et politiques ne sont pas à même de refléter la pluralité de la société. Ceci en raison du fait qu'ils se restreignent à la dichotomie bien trop réductrice entre citoyen-ne-s et étrangers et étrangères, entre nous-mêmes et les autres.

Depuis plus de cent ans, la Suisse, comme d'autres pays, cherche à concilier la question de la migration, de la diversité, de la démocratie et de la citoyenneté, avec la cohésion de l'Etat-Nation moderne. En fait, il existe un savoir important, de même qu'un corpus d'expériences sur lesquels nous pourrions nous greffer à l'heure actuelle. Mais il n'y a malheureusement pas de conscience publique de cette histoire. En conséquence, les débats médiatiques et politiques ayant trait à ces sujets ne font que constamment tourner en rond. En même temps, on assiste à la prolifération de représentations politiques et de réflexes issus du 19^e siècle qui ne peuvent saisir la complexité d'une société marquée par l'immigration comme la Suisse. Les débats sur la migration et la diversité s'accompagnent d'une exhortation à l'assimilation vieille d'un siècle. Selon ce principe, l'immigré-e étrangère et étranger doit s'adapter à la Suisse jusqu'à passer pour méconnaissable. Tout le monde doit devenir pareil. Même si à l'heure actuelle le mot intégration est préféré à celui d'assimilation, le problème de fond reste irrésolu: parmi les multiples modes de vie, auxquels est-ce que les « étrangères » et « étrangers » doivent se conformer ? Comme chaque Etat-nation, la

Suisse est elle-même déjà diversifiée, parcourue de mondes parallèles avec des valeurs et des représentations propres, ces différences n'étant pas seulement linguistiques. Par exemple, tandis que certaines personnes serrent la main en guise de salutation, d'autres ne le font pas. De plus, les limites de l'ancienne logique assimilatrice sont apparentes : qu'advient-il lorsque les immigré-e-s se conforment aux modes de vie de Suisses et Suissesses ayant une ascendance liée à la migration et des appartenances multiples ? Et comment peut-on se conformer lorsque la couleur de peau ne correspond pas à la représentation dominante de la « vraie » Suisse ? L'exigence politique de l'assimilation comme moyen d'intégration est une imposition paradoxale, qui depuis la nuit des temps est un moyen de discipliner et de dominer. Les processus de nationalisation en Suisse sont l'expression de cette idée dépassée, mais pourtant encore effective.

Depuis les années 1960, les recherches empiriques sur la migration démontrent que les processus d'assimilation et d'intégration ne suivent pas de règles définies, se jouent à des niveaux très différents et aboutissent au final à une diversité vécue plutôt qu'à des sociétés homogènes. Pourtant, ces dernières années, le principe de l'assimilation guide les débats politiques sur la migration, comme s'il n'existait qu'une seule alternative : l'assimilation forcée ou des sociétés communautarisées. Contrairement à cette caricature idéologique, la diversité induite par la migration en Suisse repose sur une interaction complexe et constante entre reconnaissance et différenciation partielles, reflétant un processus continu de nouvelles hybridités socioculturelles. La diversité en Suisse n'est ni simplement bonne ou mauvaise, ni le résultat direct de l'immigration. Elle est surtout une réalité ayant un fondement historique, née de la combinaison entre migration, dispositions partielles d'inclusion et marginalisations sociétales. C'est ainsi que depuis près de 50 ans une #NouvelleSuisse s'est constituée dans le radar de la société dominante. Elle est composée d'identités et d'appartenances multiples qui ne se matérialisent pas encore dans les structures officielles de participation, dans les représentations et les institutions suisses.

En conséquence des débats sur l'intégration et le multiculturalisme qui, depuis les années 1980, ont lieu surtout dans les villes, la diversité induite par la migration est perçue en Suisse soit comme une menace, soit comme un enrichissement. L'enrichissement est néanmoins perçu en Suisse essentiellement à travers le prisme économique : la migration et la diversité devraient être rentables pour la « société d'accueil ». La pluralité sociétale induite par l'immigration est, sans aucun doute et à plusieurs niveaux, un gain. Mais il s'agit aussi de comprendre clairement qui peut consommer, c'est-à-dire profiter de cette diversité migratoire et culturelle, et qui ne le peut pas. Est-ce que la valorisation économique de la diversité culturelle s'accompagne également d'une ouverture à la participation politique, sociale et légale ? Dit simplement, sommes-nous dans un système où nous voulons bien manger des pizzas, mais refusons de naturaliser la personne qui les prépare ? Et que se passe-t-il lorsque la diversité vécue n'est pas tout de suite un gain, mais s'accompagne d'abord d'un coût, de tensions et de problèmes ? Au lieu de parvenir à une résolution des problèmes socioculturels de manière pragmatique, calme et objective, on aboutit rapidement au renfermement, à l'exhortation à l'assimilation et à devoir suivre la culture dominante. De plus, la compréhension de la diversité comme menace ou comme enrichissement sont les revers de la même médaille. Depuis des années, des peurs et des stéréotypes racistes, profondément ancrés dans les représentations collectives du monde, sont dirigés à l'encontre des « dangereuses étran-

gères » et « dangereux étrangers ». Ils découlent du passé colonial européen dans lequel la Suisse – même si cela est minimisé – était impliquée économiquement, logistiquement, au niveau de la production de savoirs, ainsi qu'idéologiquement. On peut par exemple évoquer les zoos humains, la recherche sur les races humaines ou encore l'initiative populaire de 1893 interdisant l'égorgement des animaux et motivée par des motifs antisémites. En raison du manque de connaissance de cet héritage historique par la collectivité publique, le discours sur la diversité culturelle peut rapidement pencher du côté de l'irréconciliable différence culturelle et mener vers la fermeture. La marginalisation sociale, politique, légale et économique semble alors d'un coup légitime.

Pourtant – ou plutôt justement en raison de cet horizon global – la Suisse était politiquement libérale jusqu'au 19^e siècle et éventuellement même plus cosmopolite qu'à l'heure actuelle. L'immigration était un facteur important dans le succès de la fondation de la Suisse et a influencé son modèle politique. Des réfugié-e-s politiques d'Allemagne ont fondé les universités, des Italien-ne-s ont construit les grandes infrastructures tel le tunnel du Gothard et possédaient des industries florissantes dans les villes, des travailleurs et travailleuses des pays avoisinants la Suisse ont stimulé le développement commercial. Ces voix diverses de l'histoire suisse de la migration sommeillent au sein d'archives, de souvenirs et d'albums familiaux. Il faut savoir que la Suisse a abrité un cosmopolitisme critique, un facteur oublié dans le fil du développement de l'Etat-nation au 20^e siècle et de l'amnésie postcoloniale qui s'en est accompagnée. Dans le courant de cette histoire, deux formes de diversité culturelle se sont inscrites de façon différente dans les décisions et les structures du pays : la diversité linguistique et confessionnelle, officiellement reconnue par la nation depuis 1848, est inscrite dans le système politique, encouragée par la culture politique et elle définit internationalement la Suisse comme une nation multiethnique. De l'autre côté, il y a l'autre diversité, celle induite par la migration, essentielle à l'histoire de la Suisse, mais pourtant contrôlée et marginalisée par le biais de législations sur les étrangères et étrangers et de politiques d'intégration. Elle ne ferait pas partie de la nation. Pourtant, plus de Suissesses et Suisses parlent le portugais et l'albanais que le romanche. Qu'est-ce qui nous empêcherait d'ouvrir un débat sur l'inclusion de nouvelles langues comme langues nationales ? De plus, la migration et la diversité fédérale sont, de fait, liées depuis longtemps. Plus récemment, il a aussi été estimé que le romanche se renforcerait à travers la migration des Portugais-e-s aux Grisons.

La question du dénominateur commun au sein d'une diversité vécue constitue un défi pour toute société – même pour celles sans migration. Quelles sont les institutions, les processus, les valeurs, les représentations et les histoires à vocation universelle, sur lesquelles une société plurielle, marquée par l'immigration et se voulant démocratique, pourrait se construire ? A l'heure actuelle, il n'y a pas de réponse toute faite à cette question. Ce qui est certain, c'est qu'aussi longtemps que les discours politiques incitant la peur circuleront – de même que des images négatives – nous empêchons un processus sociétal qui serait en mesure de répondre à cette question, dans le but de mettre en place les dispositions concrètes pour la Suisse actuelle.

Les débats sur la migration et la diversité s'évertuent à établir qui appartient et qui n'appartient pas. Cette lutte pour l'inclusion et l'exclusion, l'appartenance et la participation ne se limite pas au niveau culturel, mais concerne également le droit, le social, le politique et l'économique. En bref : la reconnaissance de la diversité, de la démocratie et de l'équité sociale sont fortement imbriquées. Si

l'on veut aborder démocratiquement la diversité vécue dans la société suisse marquée par l'immigration, les formations à l'interculturalité ne suffisent pas. Il faut se montrer prêt à comprendre l'inscription de la Suisse dans l'histoire globale, la percevoir comme un chantier socioculturel en permanente construction. Les institutions et les imaginaires doivent faire en sorte que le « soi-même » et le « nous » se déplacent et prennent en compte la migration en Suisse.

INES veut questionner et explorer la complexité de la diversité en Suisse en lien avec les relations globales du pays: quels images, narrations, termes, concepts, institutions, dispositions légales existent à l'heure actuelle et lesquels sont nécessaires pour correspondre à la société postcoloniale et marquée par l'immigration que nous sommes ? Et de quelle manière est-ce que la diversité induite par la migration s'imbrique avec les autres formes de diversité, soit la provenance sociale, le genre, l'orientation sexuelle, l'habilité corporelle? Enfin, comment passons-nous d'une compréhension de surface à une compréhension en profondeur de la diversité, une #DeepDiversity qui permette d'imaginer et de réaliser une #NouvelleSuisse ? En collaboration avec des expert-e-s et des complices issu-e-s des domaines de la culture, de la production de savoirs, des médias, de la formation et du droit, INES développe, depuis l'automne 2017, une base d'archives iconographiques, un glossaire, ainsi qu'une plateforme d'échange d'histoires, par le biais d'un processus participatif et expérimental, dans le but de rendre compte en profondeur de la diversité vécue en Suisse. Grâce à l'analyse critique et innovante, ainsi qu'à la production d'images, de termes, de narrations sur la diversité, un des objectifs est de permettre de nouvelles marges de manoeuvres pour la pratique.

POUR PLUS D'APPROFONDISSEMENT

- Sara Ahmed, *On Being Included. Racism and Diversity in Institutional Life* (Durham: Duke UP, 2012).
- Jutta Aumüller, *Assimilation. Kontroversen um ein migrationspolitisches Konzept* (Bielefeld: Transcript, 2009).
- Kijan Espahangizi, 'Im Wartesaal der Integration. Ankommen in der postmigrantischen Gesellschaft', *Terra Cognita. Fachzeitschrift der Eidgenössischen Kommission für Migrationsfragen*, 27 (2015), 104-09.
- Naika Foroutan, 'Postmigrantische Gesellschaften', in: Heinz Ulrich Brinkmann et Martina Sauer (sous la dir.), *Einwanderungsgesellschaft Deutschland. Entwicklung und Stand der Integration* (Wiesbaden: Springer, 2016), 227-255.
- Nancy Fraser et Axel Honneth, *Umverteilung oder Anerkennung? Eine politisch-philosophische Kontroverse*, (Frankfurt am Main: Suhrkamp, 2003) / *Redistribution or Recognition? A Political-Philosophical Exchange*, (Londres: Verso, 2001).
- Rohit Jain et Shalini Randeria, 'Wider den Migrationskomplex – Perspektiven auf eine andere Schweiz', in: Iwona Swietlik und Bettina Friedrich (sous la dir.), *Sozialalmanach 2015. Das Caritas-Jahrbuch zur sozialen Lage der Schweiz* (Lucerne: Caritas-Verlag, 2015), 199-210.
- Patricia Purtschert, Barbara Lüthi et Francesca Falk (sous la dir.), *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien* (Bielefeld: Transcript, 2012).
- Mark Terkessidis, *Interkultur*, (Berlin: Suhrkamp, 2010).